

**RAPPORT DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET DU FEM**  
**(PROJECT IMPLEMENTATION REPORT (PIR))**  
**Exercice fiscal du FEM 2023 (01 Juillet 2022 - 30 Juin 2023)**

<b>A- INFORMATION GENERALE DU PROJET</b>	
<b>Pays</b>	NIGER
<b>Région</b>	Division Afrique de l'Ouest et du Centre
<b>Titre du don</b>	Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder
<b>Programme ou Cadre du FEM associé (FSP/MSP/IP/EA)</b>	Programme Pilote d'Approches Intégrées pour la Sécurité Alimentaire (PAI-SA)
<b>Type de don</b> (choisissez un parmi GEF Trust Fund, LDCF, SCCF)	GEF Trust Fund
<b>Numéros de référence</b>	
<b>État de la mise en œuvre</b> (1er, 2ème, 3ème, 4ème, 5ème, 6ème, Final PIR)	Final PIR
<b>Numéro d'identification FEM</b>	9136
<b>Numéro de l'accord de don FIDA</b>	20000001618
<b>Numéro d'identification FIDA (LGS)</b>	20000001688
<b>Domaine d'intervention et Programme du FEM</b>	
<b>Domaine d'intervention FEM</b>	Récupération des terres dégradées et ouvrage de mobilisation des eaux de pluies, Résilience des populations bénéficiaires
<b>FEM PO ou PS</b>	OP
<b>Etapas essentielles</b>	
<b>Date d'approbation du FSP et du MSP par le chef de la direction (PDG) du FEM</b>	07 Septembre 2016
<b>Date d'approbation du FIDA</b>	09 Septembre 2016
<b>Date d'entrée en vigueur du projet</b>	30 Novembre 2016
<b>Date de la dernière supervision</b>	27 June- 8 July 2022
<b>Date de l'évaluation à mi-parcours *réelle</b>	Du 06 au 22 June 2019
<b>Date d'évaluation finale prévue</b>	TBD
<b>Date d'achèvement prévue</b>	31 Décembre 2022 (one year no-cost extension memo approved by IFAD on 7 January 22)
<b>Date de clôture financière prévue</b> (six mois après l'achèvement)	30 Juin 2023
<b>Financement du don (en dollar US)</b>	
<b>Montant du Projet de préparation du don FEM</b>	70 000 USD
<b>Montant du don FEM</b>	7 636 422USD
<b>Coût total du don FEM</b> (projet de préparation + montant du don)	7 706 422USD
<b>Don FEM décaissé</b> (au 30 juin de chaque année fiscale)	7 623 449 USD
<b>Don FEM dépensé</b> (au 30 juin de chaque année fiscale)	7 386 334 USD
<b>Co-financement proposé</b> (à l'approbation du PDG)	60 320 000 USD
<b>Co-financement réel assuré</b> (peut être différent du co-financement proposé lors de l'approbation du PDG)	65 300 000 USD
<b>Montant du co-financement déboursé</b> (au 30 juin de chaque année fiscale)	61 512 820 USD
<b>Montant du co-financement dépensé</b> (au 30 juin de chaque année fiscale)	57 206 923USD
<b>Montant total du projet</b> (montant total du don du FEM + total du co-financement réel assuré)	73 006 422 USD
<b>Montant total déboursé</b> (le don du FEM + co-financement obtenu au 30 juin de l'année fiscale)	69 136 269 USD, soit 95%
<b>Montant total dépensé</b> (le don du FEM + co-financement obtenu au 30 juin de l'année fiscale)	64 593 257 USD
<b>Date du premier décaissement</b>	10 Avril 2017
<b>Outils de reportings utilisés pour la période de référence</b>	

**RAPPORT DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET DU FEM**  
**(PROJECT IMPLEMENTATION REPORT (PIR))**  
**Exercice fiscal du FEM 2023 (01 Juillet 2022 - 30 Juin 2023)**

<b>Liste des rapports</b>	Rapport annuel ProDAF 2022, PTBA 2022et 2023 Rapport de suivi du CNSEE 2022 Rapport de Suivi contrôle du BNEE 2021 Notes information pour les missions de supervision 2022 et 2023 Rapport interne de revue à mi-parcours de FEM Etudes effets/impacts réalisées par le ProDAF
<b>Outils de suivi (tracking tools)</b>	Fiches dynamiques de Suivi des réalisations Fiches de collecte des données sur la sauvegarde environnementale

**RAPPORT DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET DU FEM**  
**(PROJECT IMPLEMENTATION REPORT (PIR))**  
**Exercice fiscal du FEM 2023 (01 Juillet 2022 - 30 Juin 2023)**

**A. CONTRIBUTIONS À L'INNOVATION et LEÇONS APPRISSES**

*Veillez illustrer brièvement les initiatives actuelles et émergentes – le cas échéant<sup>1</sup>*

<p><b>1. Informations sur les progrès, les défis et les résultats concernant l'engagement des parties prenantes dans les projets/programmes sur la base de la description incluse dans le plan d'engagement des parties prenantes ou documentation équivalente soumise à l'approbation du PDG.</b></p>	<p>Globalement, le programme a atteint ses objectifs quantitatifs en termes de cibles prévues dans le domaine de l'aménagement des bassins versants. En effet, de 31 354 hectares de terres dégradées, dont 10 114 hectares sur financement du FEM ont fait l'objet de traitement mécaniques et biologiques permettant leur restauration. La mise en œuvre de ces activités s'est réalisée de manière effective sur l'ensemble des sites identifiés à travers le cash for work, ce qui a permis d'une part, aux populations vulnérables d'engranger des revenus substantiels pour faire face à l'insécurité alimentaire et d'autre part, de protéger d'importants bassins de production</p> <p>La performance de la mise en œuvre globale du cofinancement FEM du ProDAF est très satisfaisante. En effet, le bilan physique global montre que les cibles des activités structurantes auxquelles, il contribue ont été atteintes, avec des taux de réalisation très appréciables dépassant parfois les 100%. Il s'agit notamment de l'AS1, relative à l'Aménagement des Bassins Versants (BV), l'AS2 en lien avec les ouvrages de mobilisation des eaux ; l'AS7 : Renforcement organisationnel et institutionnel.</p> <p>Les parties prenantes demeurent engagées pour la mise en œuvre des activités et de l'évaluation participative du programme.</p>
<p><b>2. Informations sur les progrès réalisés en matière de mesures sensibles au genre et dans le domaine de résultats intermédiaires sensibles au genre comme documenté dans le plan d'action pour le genre ou l'équivalent lors de l'approbation du PDG.</b></p>	<p>En termes de portée, le programme, y compris le financement FEM a touché 2 161 439 personnes dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder dont plus de 30% sont des femmes. Sur les activités spécifiques de récupération des terres, le financement du FEM a permis de toucher 26958 ménages soit plus de 188 000 personnes dépassant largement les prévisions qui étaient de 22 400 ménages soit près de 157 000 personnes. Les jeunes bras valides constituent l'écrasante majorité de ces bénéficiaires directs aux seins des ménages.</p> <p>La prise en compte du genre est perceptible dans toutes les activités mises en œuvre par le ProDAF Ceci est matérialisée sur les outils de collecte des informations notamment les fiches dynamiques partagées avec les partenaires pour requérir les données sur des bénéficiaires désagrégées par sexe et par classe d'âge pour permettre la production des rapports d'activités ainsi que des rapports thématiques spécifiques qui mettent en exergue les variabilités sexo-spécifiques des résultats du programme.</p> <p>En effet, le ProDAF développe notamment sur fonds FIDA en complémentarité et en synergie avec les autres fonds notamment le fonds FEM une batterie d'actions ciblant spécifiquement les femmes et les jeunes. On peut citer entre autres les greniers féminins de soudure (GFS) et les kits caprins, les MER et les aménagements pour la petite irrigation qui occupent les jeunes en leur procurant des revenus substantiels. Cette activité constitue une alternative à l'exode rural pour les jeunes bras valides ruraux confronté au chômage durant la période d'entre deux campagnes agricoles. Par ailleurs, le recours aux greniers féminins a permis d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la zone d'intervention du programme à travers la réduction de la période de soudure réduit la période de soudure d'environ un mois dans leurs villages respectifs. Les kits caprins sont également une réussite du projet, avec un bon fonctionnement du système de rotation (les premières bénéficiaires donnent un cabri à une seconde vague de bénéficiaires). Les groupes MMD, exclusivement féminins, permettent de développer des AGR collectives et parfois individuelles. Les DIPE sont également des dispositifs qui permettent aux femmes de lancer des AGR comme celle très appréciée de la production et commercialisation de pierres à lécher.</p>
<p><b>3. Progrès de la mise en œuvre de l'approche de la gestion des connaissances approuvée lors de l'approbation du PDG.</b></p>	<p>D'importantes leçons apprises ont été mises en lumière lors de l'atelier des parties prenantes. Les principales retenues sans être exhaustif sont : La mutualisation des moyens du FEM avec d'autres guichets a favorisé la mise à l'échelle des certaines activités (GDTE, ACAP, CEP, Kits caprins) et contribuer à renforcer la résilience des bénéficiaires. Les activités de gestion de ressources naturelles tout en réduisant l'exode rural, contribue à promouvoir la paix sociale et la cohésion sociale en raffermissant les relations entre les communautés travaillant et mettant en valeur les sites communs, gérés par des COGES de composition le plus souvent intercommunautaire.</p>

<sup>1</sup> Si besoin est, veuillez développer sur 1 ou 2 pages supplémentaires.

	<p>L'approche de renforcement des capacités des producteurs par les pairs à travers la promotion des formateurs conventionnés sur plusieurs années permet de disposer d'un pool d'expertise locale en matière de techniques d'augmentation des rendements</p> <p>La qualité des études de faisabilité technique pour la construction des ouvrages de mobilisation des eaux est déterminante pour disposer des infrastructures écologiquement et économiquement viables permettant aux producteurs d'en tirer de meilleurs profits notamment les augmentations des rendements et de productions agricoles permettant d'approvisionner les marchés sur lesquels les communes tirent l'essentiel des recettes.</p> <p>Il est important de noter également que d'autres leçons ont été apprises tout au long de la mise en œuvre du programme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le partenariat multi acteurs entrepris avec les partenaires au développement (principalement le PAM), opérateurs spécialisés (opérateurs ONG et groupements paysans) et les services techniques à différents niveaux ainsi que l'assistance technique apportée par le FIDA a été un levier fort dans la mise en œuvre des activités d'accompagnement des populations bénéficiaires. Ce partenariat revêt également un bon exemple de collaboration entre les structures du système des nations unies intervenant dans une même région pour la gestion durable des terres ;</li> <li>• La mise en place d'un cadre de partage et d'échanges avec les opérateurs, pratique héritée des anciens projets (rencontres mensuelles des acteurs de mise en œuvre du projet) a beaucoup facilité la coordination et le pilotage des activités sur le terrain ; elle a permis d'assurer une certaine cohérence des interventions malgré la multitude d'acteurs ;</li> <li>• La mise en place d'un dispositif de gestion des infrastructures (banque d'intrant et de semences) qui met les OP au cœur du processus apparaît comme un gage de pérennisation des acquis relatifs à l'accompagnement des populations dans ce domaine.</li> <li>• La technique de lutte contre le <i>sida cordifolia</i> a donné des résultats satisfaisants. Le <i>sida cordifolia</i> est une espèce envahissante très vivace qui ne peut être contrôlée en une seule année d'intervention. Il faut donc nécessairement faire une consolidation pendant plusieurs années, avec un renforcement des semis d'herbacées et de poursuivre l'arrachage pied par pied des jeunes pousses avant fructification ;</li> <li>• La réussite de la RNA offre des perspectives de développement d'activités génératrices de revenus autour des produits agricoles et des produits forestiers ligneux et non ligneux. S'agissant de cette technique, le Projet a trouvé la solution pour améliorer l'appropriation en valorisant les sites par les populations qui se sentent impliquées avec la génération de revenus. L'implication effective des autorités administratives et coutumières notamment dans les actions de sensibilisation a favorisé le passage à l'échelle de la RNA. C'est une leçon d'expérience à poursuivre pour occuper plus d'espace ;</li> <li>• Le processus d'enregistrement formel du statut foncier des sites aménagés permet de garantir la durabilité et de sécuriser les investissements réalisés au bénéfice des populations. Il doit être poursuivi et conditionner la réalisation de toute action collective de GDT. Pour se faire, il est nécessaire d'établir un programme de consolidation des opérations pour les sites récupérés. Ceci est d'autant plus valable pour les sites de lutte contre <i>Sida cordifolia</i> que pour les autres sites de récupération des terres.</li> <li>• Le caractère participatif de l'activité est la base d'une gestion durable des ressources pastorales restaurées et les avantages socioéconomiques tirés par les populations est une forme de sécurisation dans la gestion à long terme. Les COGES sont des formes structurées de groupement d'intérêt économique dans l'exploitation durable de la paille, la production des semences pastorales, puis accompagnés pour l'installation d'une banque de semences pastorale, pour une gestion durable de cette ressource Naturelle. Le mode de gouvernance et gestion inclusive exercé par les COGES est une leçon d'expérience à accompagner et à consolider ;</li> <li>• Le centre de documentation, le partage des résultats à large échelle (ateliers, voyages d'échange, utilisation des sites web, formation etc.) permet d'accéder aux connaissances en GDT</li> </ul>
--	--

**RAPPORT DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET DU FEM**  
**(PROJECT IMPLEMENTATION REPORT (PIR))**  
**Exercice fiscal du FEM 2023 (01 Juillet 2022 - 30 Juin 2023)**

	<p>et de susciter un intérêt pour la pratique auprès des autres intervenants et même des décideurs politiques. Cela favorise l'adoption des <b>bonnes pratiques</b> de GDT</p> <p>Le ProDAF prend en compte la résilience du modèle productif familial sur le court et long terme en mettant l'accent sur la durabilité au niveau économique (rentabilité des systèmes, accès au capital), social (acteurs locaux fonctionnels), environnemental et climatique (gestion et suivi des ressources naturelles, mise en œuvre de pratiques agricoles permettant de réduire l'impact des aléas climatiques sur le système productif, aménagements permettant de sécuriser l'accès des ménages à l'eau agricole, infrastructures conçues ou localisées en prenant en compte les risques climatiques)</p>
<b>4. Processus de dialogue institutionnel et politique influencés et/ou améliorés.</b>	<p>Avec son approche axée sur le Pôle de Développement Economique (PDE), le ProDAF fort de tous ces guichets de financement dont le celui du FEM se positionne comme leader dans la promotion de concept pertinent pour dynamiser les économies locales qui constituent le levier principal de lutte contre la pauvreté rurale en i) boostant la production à travers la protection et l'aménagement des bassins de production et leurs bassins versants, ii) facilitant l'accès aux marchés à travers l'aménagement des pistes et marchés et iii) impulsant l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes qui devient un impératif politique dans nos pays à population relativement jeune. Il est resté l'acteur majeur le plus cité et sollicité dans les débats et réflexion sur les pôles régionaux de développement portés par le Ministère de l'aménagement du Territoire et du Développement communautaires (MAT/DC) ainsi que le programme phare du Président de la République sur les Pôles Agro Industriels.</p> <p>Le programme fournit également des appuis permettant de structurer et renforcer les capacités des structures de la société civile rurale (organisations paysannes, comités de gestion, associations d'usagers de l'eau, cadre de concertation, groupement d'intérêt économique, chambre d'agriculture, groupement d'appui conseil, etc.) afin qu'elles participent activement au dialogue politique sur les thématiques comme la gestion durable des Terres et eaux (GDTE), les schémas d'aménagement foncier, le conseil agricole, le financement agricole, le changement climatique etc.</p> <p>Le programme a également financé les partenaires de mise en œuvre (un représentant du Ministère du plan (Point Focal FEM Niger), un représentant du CNEDD et un représentant du CNSEE) pour la participation à la Cop 15 à Abidjan en "événement side" en vue de partager les expériences et améliorer la visibilité des actions du ProDAF sur le plan international.</p> <p>Le programme a également contribué à renseigner les données des sites de récupération des terres dégradées dans le cadre de rencontre organisé par la Fr100 de concert avec la DGEF et les autres partenaires techniques (FAO, PAM, PASEC, etc.).</p> <p>La convention cadre signée entre le ProDAF et le Haut-Commissariat à l'Initiative 3N (les Nigériens Nourrissent les Nigériens pour l'appui institutionnel prévu dans le cadre du financement FEM PAI-SA est en cours de mise en œuvre pour permettre au H3N de poursuivre les renforcements et l'animation des cadres de concertation tant au niveau national et région.</p> <p>Par ailleurs, le programme poursuit la mise en œuvre des conventions de collaboration signées entre le Bureau National d'Evaluation Environnemental (BNEE) et le Centre National de Surveillance Ecologique (CNSEE) visant l'appui à l'assurance qualité respectivement sur les questions de sauvegardes environnementales et sociales et sur la mesure de l'impact écologique et géo localisé.</p>
<b>5. Engagement dans des partenariats (y compris public-privé).</b>	<p>Le ProDAF/FEM a développé divers types de partenariats pour une mise en œuvre efficace et efficiente ainsi que la durabilité de l'impact de leurs actions. Ces cadres de partenariat multi-acteurs sont fondés soit (i) sur des intérêts stratégiques et/ou opérationnels partagés ; le besoin de synergie d'action, la nécessité de renforcer les capacités techniques, logistiques et managériales pour assurer une continuité institutionnelle dans le temps : Globalement, le ProDAF/FEM développe ces partenariats aussi bien au niveau national que régional avec à la fois avec des structures étatiques, des organisations de la société civile rurale ou avec des faitières mais aussi avec des universités et le secteur privé. Ainsi, le partenariat engagé avec le Centre National de Surveillance Environnemental et Ecologique (CNSEE) a permis de mettre en place un dispositif de suivi environnemental géo localisé en vue de mieux capitaliser les effets/impacts du programme sur les composantes biophysiques et humaines dans la zone d'intervention. Les</p>

**RAPPORT DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET DU FEM**  
**(PROJECT IMPLEMENTATION REPORT (PIR))**  
**Exercice fiscal du FEM 2023 (01 Juillet 2022 - 30 Juin 2023)**

	<p>activités d'aménagement des sites dégradés et notamment la lutte contre les plantes envahissantes terrestres telle que le Sida cordifolia sont conduites en collaboration avec le PAM et le FIDA avec la contribution de tous les guichets de financement dont le FEM. Ce qui a permis avec la conjugaison des efforts de tous ces partenaires, de couvrir plus de superficie et aussi avoir plus d'effets.</p> <p>Outre les partenariats sus mentionnés qui restent d'actualité, il faut aussi noter que le ProDAF/FEM a signé une convention avec le Réseau National des Chambres d'Agriculture du Niger (RECA) pour une meilleure de communication de ses résultats. Ce partenariat vise entre autres :</p> <p>L'assurance qualité dans la production des notes techniques, des notes de capitalisation et leur diffusion sur le site web du RECA. Dans ce sens, une mission d'identification des thématiques pouvant faire l'objet de notes techniques et de notes de capitalisation a été conduite par la CENRAT et le RECA dans les 5 URGP 1 rapport et une note sont produits ; Mise à l'échelle des prestations du Centre d'appel dans toutes les zones d'intervention du ProDAF à travers des dotations en logistique</p> <p>En vue de renforcer la visibilité des projets du programme Niger FIDA, plusieurs publications sont diffusées sur le site web et la page Facebook du programme et sur le site web du RECA. Aussi, un bulletin trimestriel d'information sur les activités des projets du programme est régulièrement produit et diffusé auprès de divers utilisateurs et consommateurs d'informations sur les projets notamment les administrations publiques (ministères institutions, etc.), les bailleurs de fonds et les collectivités (conseils régionaux et mairies).</p>
<p><b>6. Approches et technologies réussies des innovations et mise à l'échelle.</b></p>	<p>De nombreuses bonnes pratiques en matière de GDT ont été mise à échelle par le Programme et ont inspiré d'autres partenaires de développement intervenant dans des contextes similaires au Niger et dans la sous-Région. Les effets directs de ces activités ont permis aux bénéficiaires, en particulier les femmes, de constituer une épargne et d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages.</p> <p>La RNA et la récupération des terres dégradées figurent parmi les activités du ProDAF qui ont connu le plus de succès auprès des bénéficiaires surtout du fait de leur implication tout au long du processus de mise en œuvre de ces activités. En effet, la démarche utilisée (ciblage) a permis aux plus pauvres d'accéder aux activités et d'en tirer le meilleur avantage.</p> <p>Cette expérience a reçu un écho favorable dans la zone d'intervention du programme où le problème de disponibilité de terre arable se pose véritablement. Même si son coût de réalisation est un facteur limitant pour des paysans quelque peu démunis, il n'en demeure pas moins que des exemples de réplcation dans les exploitations paysannes ont été observés dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder.</p> <p>Enfin l'intérêt accordé à la capitalisation continue des acquis constitue un gage essentiel pour la mise à l'échelle des bonnes pratiques mises en évidence au cours de la mise en œuvre.</p> <p>Par ailleurs, la capitalisation avec succès d'une série de techniques de GDT simples et reproductibles par les populations, parmi lesquels la vulgarisation de la RNA, la lutte contre le Sida cordifolia, l'approche Champs Ecoles Paysans et le dispositif de vulgarisation de pair à pair a permis d'avoir des résultats importants en ce qui concerne la lutte contre la dégradation des terres et la pauvreté. Il est important de renforcer cette continuité d'action en ancrant plus fortement les activités mises en œuvre sur financement FEM du ProDAF dans le cadre plus large de mise à l'échelle des actions de GDT dans toutes les régions y compris les nouvelles zones d'extension. Le FEM/PRECIS pourrait intervenir contribuer à une nouvelle mise à l'échelle des actions de GDT.</p>

**RAPPORT DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET DU FEM  
(PROJECT IMPLEMENTATION REPORT (PIR))  
Exercice fiscal du FEM 2023 (01 Juillet 2022 - 30 Juin 2023)**

<b>7. Contributions aux domaines d'intervention du FEM <sup>2</sup>et (le cas échéant) aux indicateurs de base du FEM7.</b>	<p>Dans le cadre de la préparation du rapport d'achèvement du FEM, une étude d'actualisation de du niveau de séquestration du CO<sub>2</sub> a été conduite par le CNSEE partenaire du programme sur ces questions, a abouti à une valeur de 1,8 tCO<sub>2</sub>-e.ha-1.an-1 séquestrés contre 1.4tCO<sub>2</sub>-e. ha-1 prévu à la formulation du programme.</p> <p>Par ailleurs, le Don FEM du ProDAF a contribué également à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations bénéficiaires dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder. Il s'est donc aligné de ce fait aux instruments de politique de développement et de soutien aux différents secteurs économiques et en particulier à celui du développement agricole : il s'est inscrit plus globalement dans la Stratégie de Développement Durable et Croissance Inclusive (SDDCI) Vision 2035 qui est une vision à long terme de la société nigérienne et de son développement. En effet, 31.354 hectares de terres dégradées, dont 10114 hectares sur financement du FEM ont fait l'objet de traitement mécaniques et biologiques permettant leur restauration. La mise en œuvre de ces activités s'est réalisée de manière effective sur l'ensemble des sites identifiées à travers le cash for work, ayant permis d'une part, aux populations vulnérables d'engranger des revenus substantiels pour faire face à l'insécurité alimentaire et d'autre part, de protéger et de rendre productifs d'importants superficies de bassins de production agrosylvopastorale et de plans d'eaux pour les activités maraîchères et piscicoles.</p> <p>Par ailleurs, il faut mentionner que la session de renforcement des capacités sur l'Agriculture Intelligente face au Climat (AIC) sur financement du FIDA, organisé à l'ICRISAT (Niamey) par le Programme CCAFS au profit d'une vingtaine de cadres du Programme en 2021 a été appropriée et a fait l'objet de valorisation par les bénéficiaires.</p> <p>Le Programme renforce également la Résilience des Communautés face aux principaux effets négatifs du changement climatique. En effet, le ProDAF organise annuellement des sessions de formations/recyclage sur diverses thématiques (CES/DRS/RNA, gestion de la fertilité des sols, gestion intégrée des ravageurs et techniques de conduite des CEP, l'Agriculture de conservation. etc.) au profit des petits producteurs ruraux.</p>
<b>8. Outils de suivi utilisés pendant la période de référence (reporting period).<sup>3</sup></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Des Fiches de collecte des données GRN et de sauvegarde environnementale ;</li> <li>- Une situation de référence pour les indicateurs du cadre logique du DCP FEM PAI a été établie</li> <li>- Le suivi des résultats/effets/impacts par data base ;</li> <li>- Le suivi des activités à travers le suivi du PTBA.</li> </ul> <p>Le rapport d'achèvement du financement FEM Le rapport d'évaluation de la séquestration du carbone.</p>
<b>9. Autres questions.</b>	

**C. OBSTACLES ESSENTIELS AUX ACTIVITES**

*Veillez donner brièvement toute nouvelle information concernant les défis actuels ou potentiels qui entravent la mise en œuvre correcte du projet, le cas échéant. Veillez inclure aussi de brèves recommandations pour le suivi*

La finalisation des activités résiduelles du guichets FEM notamment les travaux de réalisation de certaines infrastructures, dont les seuils d'épandage et les aménagements des mares a été contrariée par le retard dans la libération des DANO sur les PTBA 2023 ainsi que le retard dans la publication des PPM par la DGCMP avec comme conséquence le retard dans la conduite des activités liées aux marchés concernés.

Par ailleurs, le défi de disponibilité budgétaire pour répondre aux contraintes techniques notamment le dimensionnement des ouvrages reste un problème majeur et récurrent qui conduit à faire des ouvrages selon l'enveloppe disponible et non selon la réalité du terrain.

Aussi, les capacités financières et techniques des entreprises contractées pour réaliser les travaux des ouvrages de mobilisation des eaux sont limitées, entraînant ainsi les reports des bénéfices pour les populations rurales vulnérables, bénéficiaires desdits investissements.

La faible capacité des entreprises qui impacte négativement sur l'état d'avancement des travaux d'infrastructures (blocage de certains chantiers : pistes, mini barrage, seuil).

<sup>2</sup> Pour les projets dans le domaine d'intervention "Changement Climatique", veuillez fournir un tableau récapitulatif avec les résultats numériques pour les indicateurs appropriés (fournis dans l'outil de suivi). En d'autres termes, pour tous les projets, il devrait y avoir une colonne stipulant le montant des réductions de CO<sub>2</sub> atteint, pour les projets d'efficacité énergétique, une colonne avec les chiffres pour l'énergie économisée, etc. De plus, veuillez noter que les projets FEM 6 et FEM 7 devraient faire rapport sur les indicateurs de base FEM 7 : **FEM7 core indicators**.

<sup>3</sup> Veuillez mentionner brièvement : i) comment sont mesurés les bénéfices en matière d'environnement mondial, ii) comment les indicateurs du projet sont évalués - et comment le point focal national du FEM est impliqué dans le S&E, le cas échéant.

Par ailleurs, les difficultés liées au COVID 19 qui a entraîné un certain ralentissement des activités qui ont conduit à un décaissement faible des ressources du guichet FEM qui devrait clôturer en fin 2021. C'est pourquoi, une demande de prolongation de la durée du financement ainsi qu'une proposition de réallocation des fonds ont été adressées au FIDA qui a marqué son accord pour la poursuite des activités jusqu'au décembre 2022 afin de clôturer le projet en Juin 2023. En dépit de cette prorogation, les difficultés liées

En termes de défis actuels à prendre en charge, notons toujours la faible capacité des communes et des services techniques à assurer la durabilité des investissements en garantissant la fonctionnalité des structures de gestion des activités mises en place dans le cadre des différentes activités (COGES, AUE) à travers leur suivi, leur accompagnement et leur motivation (puisqu'elles sont animées par des acteurs bénévoles et on sait la limite de ce bénévolat).

En plus, dans le cadre du partenariat avec les communes, les maires sont les autorités qui participent pleinement à la presque totalité des actions de renforcement des capacités adressées par le projet et même de suivi des activités sur le terrain. En l'absence de mécanismes clairs de pérennisation définis avec les communes, le maire en tant qu' élu pourrait être appelé à partir un jour avec toutes les connaissances et compétences accumulées durant le projet. Ceci pourrait laisser un vide dans la pérennisation des acquis au niveau local.

Notons également qu'avec l'épuisement des fonds, les conventions avec l'HC3N et le RECA n'ont pas été renouvelées. Celle-ci avec le CNSEE a également connu un ralentissement des activités aussi bien du côté du programme par raréfaction des ressources que du côté du Centre qui connaît un départ des agents en charge des activités de la convention.

<b>Recommandations pour le suivi</b>	<p>En cette fin du financement, pour assurer la continuité des effets/impacts, des mesures conséquentes impliquant tous les acteurs doivent être envisagées : il s'agit notamment de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Partager l'état des lieux des infrastructures réalisées avec les acteurs à différents niveaux. Mettre en place des mécanismes de transfert des patrimoines légués par le projet aux collectivités</li> <li>D'assurer la sécurisation effective des sites restaurés</li> <li>Redynamiser les COGES et doter les sites restaurés d'un plan d'aménagement et de gestion</li> </ul> <p>Trouver d'autres alternatives au volontariat des gardiens de sites qui est une contrainte majeure pour une meilleure gestion des sites restaurés. A cet effet, une analyse de la possibilité de la prise en charge de ces gardiens dans le plan de gestion pour les motiver en plus des équipements fournis par le projet</p> <p>Au vu des perspectives intéressantes qu'offre la RNA dans l'amélioration de la production et la protection de l'environnement une mission conjointe de supervision FIDA Gouvernement tenue au a constaté la nécessité de renforcer l'implication de la recherche scientifique et les structures de vulgarisation pour booster les résultats dans divers domaines comme l'alimentation, la pharmacopée, l'élevage, etc. et enfin les densifier et de capitaliser les impacts des techniques de CES DRS, notamment en ce qui concerne le suivi systématique de la restauration de la biomasse. Cette recommandation a été prise en compte dans la convention avec le CNSEE qui travaillait déjà avec l'Université de Niamey sur ces questions, mais la fin du projet a mis un terme à la poursuite de convention.</p> <p>Concernant la question de durabilité, il est recommandé d'impliquer de manière effective toutes les parties prenantes dans la mise en œuvre du programme pour permettre de mettre en place une stratégie fiable de pérennisation des acquis à la fin du programme avec le transfert des résultats et des compétences au Gouvernement et aux acteurs locaux.</p>
<b>Commentaires du FIDA</b>	<p>Des missions régulières de suivi et d'appui à la mise en œuvre sont prévues par le FIDA afin d'améliorer le niveau de décaissement des fonds FEM</p>
<b>Commentaires du FEM OFP</b>	



**RAPPORT DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET DU FEM**  
**(PROJECT IMPLEMENTATION REPORT (PIR))**  
**Exercice fiscal du FEM 2023 (01 Juillet 2022 - 30 Juin 2023)**

<b>D. FEM - EVALUATION GLOBALE DU PROJET<sup>4</sup></b>	
<i>Veuillez indiquer le taux global de PI, PD et risques selon les tableaux 1 et 2 ci-dessous</i>	
<b>Progrès dans la mise en œuvre (PI)</b> <i>Basé sur les progrès réalisés pour la période de rapport en question (TS/S/MS/MU/U or TU)</i>	<b>Très Satisfaisant (TS):</b>
<p>La performance de la mise en œuvre globale du cofinancement FEM du ProDAF est très satisfaisante. En effet, l'efficacité de ce Don FEM est appréciée à travers non seulement le niveau d'atteinte des objectifs quantitatifs cumulés en termes non seulement de réalisations physiques et financières mais aussi des effets immédiats générés par les produits ou services livrés sur la période 2017-2022. Le bilan physique global montre que les cibles des Activités Structurantes auxquelles le financement FEM contribue ont été atteintes, avec des taux de réalisation très appréciables dépassant parfois les 100%. Il s'agit notamment de l'AS1, relative à l'Aménagement des Bassins Versants (BV), l'AS2 en lien avec les ouvrages de mobilisation des eaux ; l'AS7 : Renforcement organisationnel et institutionnel</p> <p>Le taux de réalisation globale est de 96,73% dont 96,29% pour la composante A et 99,88% pour la composante C.</p>	
<b>Progrès d'objectif de développement (PD)</b> <i>Basé sur la probabilité que d'ici la fin du projet, la mise en œuvre permettra d'atteindre ses objectifs déclarés (TS/S/MS/MU/U or TU)</i>	<b>Très Satisfaisant (TS):</b>
<p>En termes de portée, le programme y compris le financement FEM a touché 2 161 439 personnes dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder dont plus de 30% sont des femmes. Sur les activités spécifiques de récupération des terres, le financement du FEM a permis de toucher 26958 ménages soit plus de 188 000 personnes dépassant largement les prévisions qui étaient de 22 400 ménages soit près de 157 000 personnes. Les jeunes bras valides constituent l'écrasante majorité de ces bénéficiaires directs aux seins des ménages</p>	
<b>Risque</b> <i>Basé sur le risque global de facteurs internes ou externes au projet qui pourraient affecter la mise en œuvre ou les perspectives de réalisation des objectifs du projet (H/S/M o L)</i>	<b>Risque Faible (F)</b>
<p>Des risques au niveau national et sous régional ont été identifiés lors de la conception du projet mais les probabilités de réalisation restent globalement faibles. Il s'agit entre autres de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques liés au terrorisme dans la sous-région. La zone d'intervention du projet ProDAF demeure stable et n'a pas connu d'actions terroristes malgré sa proximité avec des zones d'insécurité (Diffa) et les mouvements de radicalisation dans la zone frontalière avec le Nigeria ; Toutefois l'installation des réfugiés sur certains sites notamment dans la région de Maradi pourrait constituer une menace sérieuse sur la composante écologique notamment les ligneux dont la coupe pour la vente du bois est perçue comme une AGR par ces populations non autochtones</li> <li>• Le partenariat avec les autorités régionales, départementales et locales, et les communautés locales réduisent considérablement ce risque.</li> <li>• Risques climatiques. Pays sahélien par excellence faisant face depuis le début des années 1970 à des crises cycliques alimentaires provoquées par la sécheresse, le Niger connaît d'autres crises naturelles qui ont un impact négatif sur le développement local en particulier. Dans ce cadre, l'approche de mise en œuvre du projet permet de répondre efficacement à toute crise à travers l'application de mesures durables par les populations locales qui améliorent leurs moyens d'existence.</li> </ul>	
<b>Commentaires du FEM OFP</b>	

**Tableau 1**  
**PROGRES DE MISE EN OEUVRE ET OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT - CRITERE DE NOTATION**

	<b>PROGRES DE MISE EN OEUVRE (PI)</b>	<b>OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT (OD)</b>
--	---------------------------------------	---------------------------------------

<sup>4</sup> Voir FEM- SEC Results Based Management Reporting Guidelines for FEM Trust Fund and LDCF/SCCF  
<https://www.theFEM.org/sites/default/files/documents/AMR%20Reporting%20Guidelines%20-%202012.pdf>

**RAPPORT DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET DU FEM**  
**(PROJECT IMPLEMENTATION REPORT (PIR))**  
**Exercice fiscal du FEM 2023 (01 Juillet 2022 - 30 Juin 2023)**

<b>Très Satisfaisant (TS):</b>	La mise en œuvre de <b>toutes</b> les composantes est en conforme en substance avec le plan de mise en œuvre d'origine/formellement révisé pour le projet. Le projet peut être présenté comme «bonne pratique».	Le projet devrait atteindre ou dépasser <b>tous</b> ses principaux objectifs en matière d'environnement mondial et des avantages en matière d'environnement mondial importants, sans grandes lacunes. Le projet peut être présenté comme une «bonne pratique».
<b>Satisfaisant (S):</b>	La mise en œuvre de la <b>plupart</b> des composantes est conforme en substance avec le plan original/formellement révisé, sauf seulement pour quelques-unes qui font l'objet de mesures correctives.	Le projet devrait atteindre la <b>plupart</b> de ses principaux objectifs en matière d'environnement mondial et des avantages en matière d'environnement mondial satisfaisants, avec seulement quelques insuffisances.
<b>Moyennement Satisfaisant (MS):</b>	La mise en œuvre de <b>certaines</b> composantes est conforme en substance avec le plan original/formellement révisé, avec <b>certaines</b> composantes nécessitant une action corrective.	Le projet devrait atteindre la <b>plupart</b> de ses principaux objectifs pertinents, mais avec soit des lacunes importantes ou bien une pertinence générale moyenne. Le projet ne devrait pas atteindre certains de ses principaux objectifs en matière d'environnement mondial ou ne pas obtenir certains des avantages en matière d'environnement mondial attendus.
<b>Moyennement Insatisfaisant (MU):</b>	La mise en œuvre de <b>certaines</b> composantes n'est pas conforme en substance avec le plan original/formellement révisé, avec la <b>plupart</b> des composants nécessitant une action corrective.	Le projet devrait atteindre la plupart de ses objectifs en matière d'environnement mondial, avec des lacunes importantes ou devrait atteindre seulement <b>certaines</b> de ses principaux objectifs en matière d'environnement mondial
<b>Insatisfaisant (U):</b>	La mise en œuvre de la <b>plupart</b> des composantes n'est pas conforme en substance avec le plan original/formellement révisé.	Le Projet <b>ne</b> devrait <b>pas</b> atteindre la <b>plupart</b> de ses principaux objectifs en matière d'environnement mondial ou obtenir des avantages en matière d'environnement mondial satisfaisants.
<b>Très Insatisfaisant (TU):</b>	La mise en œuvre <b>d'aucune</b> des composantes n'est conforme en substance avec le plan original/formellement révisé.	Le projet a échoué à atteindre, et il n'est pas prévu qu'il atteigne, <b>aucun</b> de ses objectifs majeurs en matière d'environnement mondial sans avantages notables.

**Tableau 2**  
**CRITERE DE NOTATION du RISQUE**

<b>Risque Elevé (E)</b>	Il y a une probabilité supérieure à 75% que des hypothèses pourraient ne pas tenir ou se matérialiser, et/ou le projet doit faire face à des risques élevés.
<b>Risque Conséquent Substantiel (C)</b>	Il y a une probabilité comprise entre 51% et 75% que des hypothèses pourraient ne pas tenir et/ou que le projet doit faire face à des risques conséquents importants.
<b>Risque Modéré (M)</b>	Il y a une probabilité comprise entre 26% et 50% que des hypothèses pourraient ne pas durer ou se matérialiser, et/ou que le projet doit seulement faire face à des risques modérés.
<b>Risque Faible (F)</b>	Il y a une probabilité jusqu'à 25% que des hypothèses pourraient ne pas durer ou se matérialiser, et/ou que le projet doit seulement faire face à des risques faibles.

**E. MESURE de la PERFORMANCE**

*Veillez donner brièvement la justification narrative pour les précédentes évaluations du projet <sup>5</sup>*

**Progrès de la mise en œuvre (PM) informations sur les progrès, les défis et les résultats des activités de la mise en œuvre**

*Réalisations et effet à ce jour, le cas échéant*

**La performance de la mise en œuvre globale du financement FEM du ProDAF est très satisfaisante**

A la date du 31 Décembre 2022, correspondant à la date d'achèvement, le taux de décaissement cumulé des fonds FEM est de 99,83%. Ainsi, ce taux de mobilisation cumulés de 2017 à 2022 des fonds de l'Enveloppe globale de FEM pour le Compte Désigné FEM du Programme peut être jugé très satisfaisant, à l'achèvement et à la clôture au 30/06/2023. Pendant ce temps, le programme a atteint tous ses objectifs quantitatifs en termes de cibles prévues et réalisées. En effet, de 31354 hectares de terres dégradées, dont 10114 hectares sur financement du FEM ont fait l'objet de traitement mécaniques et biologiques permettant leur restauration. La mise en œuvre de ces activités s'est réalisée de manière effective sur l'ensemble des sites identifiés à travers le cash for work, ce qui a permis d'une part, aux populations vulnérables d'engranger des revenus substantiels pour faire face à l'insécurité alimentaire et d'autre part, de protéger d'importants bassins de production. 26958 ménages soit plus de 188 000 personnes dépassant largement les prévisions qui étaient de 22 400 ménages soit près de 157 000 personnes.

**1. Récupération des terres dégradées :** Dans ce domaine les activités prévues au niveau de composantes visent à : (i) réhabiliter et améliorer la base des productions agro-sylvo-pastorales à travers les actions de traitements bassins versants collinaires aux bassins de productions, de fixation des dunes et de promotion de la régénération Naturelle Assistées (RNA).

Globalement, l'on retient :

La récupération de 10 770 hectares de terres dégradées en amont des bassins versants (22%)

Le traitement des bassins versants sur 6 727 hectares contre l'érosion et le ruissellement au moyen des ouvrages anti érosifs et de conservations des eaux et du Sol et arrachage des plantes terrestres envahissantes, comme le Sida Cordifolia) avec des traitements biologiques par enherbement, plantations des ligneux.

7 837 hectares Terres dégradées traitées en partenariat avec le PAM dont 22% de réalisations sont imputables aux ressources du FEM à travers les actions mécaniques et biologiques de CES/DRS comme la lutte contre le sida cordifolia, les demi lunes, etc.

La fixation de 1 680 hectares des dunes autour des mares et des cuvettes ainsi que la confection de 503 mètres linéaires de Haies vives réalisées exclusivement sur fonds FEM exclusivement sur fonds FEM.

L'aménagements de 3 837 hectares d'espaces et de couloirs sylvopastoraux entièrement financés sur le guichet FEM du ProDAF

La Promotion de la régénération naturelle assistée (RNA) ayant permis une application réussie sur 188 234 hectares dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder.

Au cours de la période sous revue, tous les objectifs de cette AS sont bouclés d'où l'absence de programmation au titre PTBA 2023. Toutes les cibles prévues par le programme en lien avec ce volet ont été largement atteintes voire dépassées.

Les effets immédiats des activités se traduisent par l'augmentation des superficies cultivables et pâturables pour booster la production et/ou la productivité agro pastorales des sites traités, en plus des multiples emplois créés au profit des jeunes ruraux, enclins à l'exode saisonnier.

**Ouvrages de mobilisation des eaux :** La réalisation des onze (11) ouvrages de mobilisation sur fonds FEM sur 135 des eaux prévues, constitue un des résultats majeurs pour le l'atteinte des objectifs du ProDAF en lien avec l'amélioration des productions agricoles notamment à travers les cultures irriguées et de décrue. A l'achèvement du programme, ces onze (11) seuils sur les 11 prévus ont été construits soit 100% de l'objectif attendu.

A l'ensemble de ce processus d'ingénierie civile pour la réalisation des ouvrages s'ajoute un travail d'ingénierie sociale en vue de fédérer les acteurs autour des enjeux de gestion et d'exploitation durable de ces infrastructures jetant ainsi les bases d'une appropriation et d'une pérennisation sûre fondées sur un consensus social.

S'agissant des résultats immédiats, quelques effets en termes de changements perceptibles autour des ouvrages réalisés après un an de leur mise en œuvre dans la région de Zinder sont : l'accroissement de la superficie exploitée, l'augmentation du nombre d'exploitants et le rehaussement du niveau de la nappe phréatique

La réalisation des ouvrages de mobilisation des eaux constitue un des résultats majeurs pour le l'atteinte des objectifs du ProDAF et donc de tous ses Co financiers en lien avec la recherche de l'amélioration des productions agricoles notamment à travers les cultures irriguées et de décrue pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables du pays.

Au 30 juin 2023, 98 seuils sur les 139 prévus ont été construits soit 71% de l'objectif global. Toutefois la finalisation des travaux de certains seuils, intervenue en dernière année de la vie du projet n'a pas permis d'observer les effets/impacts de ces infrastructures sur les conditions environnementales et socio-économiques dans la zone d'intervention du programme notamment la rehausse des revenus escomptés, l'amélioration de la productivité et de la production agricole corrélée à l'amélioration de la disponibilité de l'eau.

S'agissant des résultats en termes d'effets immédiats sous forme de changements perceptibles, il convient de noter qu'outre le rehaussement du niveau de la nappe phréatique dans les zones impactées, les géo-références effectués dans les régions montrent des superficies importantes mises en valeur. Les données quantitatives y afférentes plus exhaustives seront disponibles à l'achèvement du projet.

Des données d'études thématiques conduites par le dispositif de Suivi Evaluation du programme (CENRAT et URGP) dans les trois régions sont en cours de traitement et vise à mieux documenter la revue d'achèvement

#### **Mise en place et opérationnalisation des plateformes d'échanges sur des informations**

**environnementales** : des appuis continuent d'être apportés par les URGP de Maradi, Tahoua et Zinder aux Directions régionales de l'Environnement pour l'animation des Groupes Techniques de Travail Régional/Gestion Durable des Terres (GTR-GDT). Des contributions significatives sont également apportées par le programme aux différents cadres et plateformes nationales et sous régionales à travers le partage d'expériences des projets du programme.

**Leadership féminin et sécurité nutritionnelle des ménages** : Les objectifs opérationnels assignés à ce domaine sont : (i) Appuyer et promouvoir la valorisation des produits agricoles et des produits forestiers non ligneux et des activités non connexe à l'Agriculture à travers le financement de 240 activités génératrices de revenus ; (ii) Renforcer les capacités de 18 000 femmes et jeunes, membres des structures de gestion des activités (OP et instances rurales) à travers l'alphabétisation fonctionnelles pour une meilleure gestion de leurs structures, de leurs activités et des infrastructures ainsi que l'autonomisation de ces groupes ; (iii) mettre en place et suivre 90 greniers féminin de soudure gérés par les groupement MMD ; (iv) mettre en place 5 500 kits agricoles (Semences, bouture de manioc) au profit des ménages extrêmement vulnérables (EV) ; (v) Identifier, former et équiper des relais communautaires pour le suivi rapproché des activités liées à la nutrition, la promotion des femmes leaders, le genre etc. ; (vi) doter les animatrices en kits d'animation (femmes relais) ; (vii) mettre en place 350 kits pour le suivi nutritionnel des enfants.

La mise en œuvre des activités de ce volet a été faite avec l'appui des opérateurs spécialisés (Alphabétisation, nutrition et activités de leadership féminin) sous le contrôle qualité des services techniques déconcentrés de l'Agriculture (kits agricoles et opération bouture manioc), de l'Education (supervision alpha) et de la Promotion de la femme et la protection de l'enfant (prise en compte du genre) avec lesquels des contrats/conventions ont été signés. Des contrats ont été signés également avec des consultants spécialisés pour le renforcement des capacités des opérateurs de mise en œuvre des activités sur le genre. La CENRAT a apporté des appuis nécessaires pour la bonne conduite des sous activités liées à cette activité structurante à travers l'Assistant Technique National Sociologue.

Au 30 Juin 2023, on note la réalisation 84 Greniers Féminins de Soudure sur une prévision de 74 (soit 114% de réalisation des cibles) ; la distribution de 415 tonnes des intrants agricoles aux ménages vulnérables sur prévision de 335 tonnes soit 124% de la cible escomptée. ; le financement de 321 AGR au profit des femmes et des jeunes (115%) ; l'animation de 349 centres d'alphabétisation fonctionnelle au profit de 8 685 apprenants (dont 53% des femmes et 51% des jeunes). Outre ces réalisations, on note également plusieurs séances de sensibilisation et de démonstrations culinaires à base des produits agricoles locaux à haute valeur nutritive pour renforcer l'état nutritionnel des bénéficiaires ainsi que de renforcement des capacités des agents et partenaires de mise en œuvre sur les questions du genre.

<sup>5</sup> Si besoin est, développer dans 1 ou 2 pages additionnelles.

**RAPPORT DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET DU FEM**  
**(PROJECT IMPLEMENTATION REPORT (PIR))**  
**Exercice fiscal du FEM 2023 (01 Juillet 2022 - 30 Juin 2023)**

	<p>En termes d'Effets/impacts, les activités de l'AS8 sont d'une importance capitale pour les ménages vulnérables. En effet, sur la sécurité alimentaire des ménages, on note l'augmentation sensible de mois de couverture de sécurité alimentaires des ménages ; seuls 7,33% des bénéficiaires enquêtés ont une couverture d'un à deux mois contre 40,47% avant l'appui du programme. Cette amélioration est due entre autres à l'augmentation des rendements grâce aux kits semences améliorées, la maîtrise des techniques culturales intelligentes face au climat, le maintien de la main d'œuvre familiale pendant la période des travaux champêtres grâce au GFS qui a permis aux ménages de mieux travailler dans leurs champs.</p> <p>Concernant la sécurité nutritionnelle, les capacités des femmes ont été renforcées sur la valorisation des produits locaux par des recettes à haute valeur nutritive et qu'elles arrivent à pratiquer dans leurs ménages les recettes apprises. 62% des bénéficiaires interviewés ont affirmé une réduction considérable de la malnutrition dans leurs ménages, due particulièrement à la contribution des démonstrations culinaires couplées aux séances de sensibilisation sur la thématique. Il y a aussi la diversification alimentaire notamment au niveau des ménages vulnérables d'où une amélioration de l'état nutritionnel des femmes et des enfants</p>
<p><i>Recommandations pour améliorer le PM</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elaboration d'un plan de transfert de la maîtrise de l'ouvrage aux communes</li> <li>• Identifier et Faire l'état des lieux des infrastructures réalisées</li> <li>• Redynamiser les COGES</li> <li>• Remises en états des ouvrages</li> <li>• Doter les sites restaurés d'un plan d'aménagement et de gestion</li> <li>• Institutionnaliser les transferts des ouvrages aux mairies</li> <li>• Mécanismes de transfert des patrimoines légués par le projet aux collectivités</li> <li>• Mécanismes de suivi et évaluations périodiques des activités</li> <li>• Mises à la disposition des communes d'un budget permettant d'exécuter ce plan de transfert</li> </ul> <p>Capitaliser les bonnes pratiques sur les sauvegardes environnementales et sociales dans le cadre de la mise en œuvre du ProDAF</p> <p>Capitaliser les dispositifs d'appui à la production agricole et de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle mis en place dans les villages d'intervention</p> <p>Poursuivre l'alimentation du centre en documents avec les notes de capitalisation</p> <p>Poursuivre les actions de visibilité et de communication sur d'autres canaux appropriés et aussi au niveau de tous les partenaires.</p>
<p><b>Progrès de Développement (PO)</b></p> <p><i>Réalisations et effet à ce jour, le cas échéant</i></p>	<p>31354 ha de terres dégradées ont été réhabilitées à travers par des actions de récupération des terres qui combinent des traitements mécaniques (au moyen des ouvrages anti érosifs et de conservations des eaux et du Sol et arrachage des plantes terrestres envahissantes, comme le Sida Cordifolia) avec des traitements biologiques par enherbement, plantations des ligneux. Ces superficies améliorées comprennent 10114 ha essentiellement sur fonds FEM à travers les traitements en amont des bassins versant, les fixations des dunes et l'aménagement des espaces et couloirs pastoraux.</p> <p>Les effets immédiats des toutes activités se traduisent sur le terrain par l'augmentation des superficies cultivables et pâturables pour booster la production et/ou la productivité agro pastorales des sites traités, en plus des multiples emplois créés au profit des jeunes ruraux, enclins à l'exode saisonnier.</p> <p>A titre illustratif, sur les sites traités dans la région de Maradi, un taux de biomasse additionnel de 75,60% été enregistré par rapport au témoin en fin 2017 (Rapport étude sur la situation de référence des indicateurs biophysiques ; CNSEE 2017).</p> <p>Dans la région de Tahoua, on note également une amélioration de la couverture végétale avec un taux de recouvrement du sol de 62,83% en moyenne et un taux de reprise des plantations 2018 de 78% en moyenne.</p> <p>Sur les sites à vocation agricole pastorales traités, les rendements agricoles ont sensiblement augmenté. Selon le rapport d'évaluation des sites récupérés produit par l'URGP de Zinder, avec l'appui de la DREL et de l'Assistant Vétérinaire, on note des variations de rendements agricole de 112kg/ha à 886 kg/ha (cas du site de</p>

**RAPPORT DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET DU FEM**  
**(PROJECT IMPLEMENTATION REPORT (PIR))**  
**Exercice fiscal du FEM 2023 (01 Juillet 2022 - 30 Juin 2023)**

	<p>Dan Gueza. Sur celui de Mainari, le rendement de la biomasse herbacée est passé de 50kg/ha à 2140 kg/ha de matière sèche.</p> <p>Sur le plan économique, un montant de 1 830 012 426 FCFA, injecté dans l'économie locale par le ProDAF (tous financements confondus) a été directement perçu par les communautés bénéficiaires. En considérant que le PAM investit le même montant au profit des mêmes bénéficiaires et qu'au moins 80% des montants reçus servent aux dépenses alimentaires des ménages, comme le prouvent nombre d'études en la matière, ce gain permettrait d'assurer une couverture alimentaire additionnelle de 2 mois pour plus de 40 000 ménages selon le rapport de l'évaluation de la situation nutritionnelle INS/Niger, 2018 qui estimait le seuil de sécurité alimentaire à de 539 470 FCFA par ménage. Dans le même ordre d'idée, on note la création de 7 586 emplois temporaires dans la région de Zinder au niveau des villages bénéficiaires de ces activités.</p> <p><b>Dans le domaine des Ouvrages de mobilisation</b></p> <p>La réalisation des onze (11) ouvrages de mobilisation sur fonds FEM sur 135 des eaux prévues, constitue un des résultats majeurs pour la l'atteinte des objectifs du ProDAF en lien avec l'amélioration des productions agricoles notamment à travers les cultures irriguées et de décrue.</p> <p>A l'achèvement du programme, ces onze (11) seuils sur les 11 prévus ont été construits soit 100% de l'objectif attendu.</p> <p>A l'ensemble de ce processus d'ingénierie civile pour la réalisation des ouvrages s'ajoute un travail d'ingénierie sociale en vue de fédérer les acteurs autour des enjeux de gestion et d'exploitation durable de ces infrastructures jetant ainsi les bases d'une appropriation et d'une pérennisation sûre fondées sur un consensus social.</p> <p>S'agissant des résultats immédiats, quelques effets en termes de changements perceptibles autour des ouvrages réalisés après un an de leur mise en œuvre dans la région de Zinder sont: l'accroissement de la superficie exploitée, l'augmentation du nombre d'exploitants et le rehaussement du niveau de la nappe phréatique.</p>
	<p>Renforcer les capacités financières du projet pour plus d'impact</p> <p>Renforcer les capacités techniques du projet et de ses partenaires dans le domaine du GEF pour mieux assurer le Suivi Evaluation du Projet. (Formation Ex act, SIG et Drone, etc.)</p>
<p><b>Niveau de risque</b></p> <p><i>Lister les principaux risques et les mesures mise en place pour les résoudre</i></p>	<p>Des risques au niveau national et sous régional ont été identifiés lors de la conception du projet mais les probabilités de réalisation restent globalement faibles. Il s'agit entre autres de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques liés au terrorisme dans la sous-région. La zone d'intervention du projet ProDAF demeure stable et n'a pas connu d'actions terroristes malgré sa proximité avec des zones d'insécurité (Diffa) et les mouvements de radicalisation dans la zone frontalière avec le Nigeria ; Toutefois l'installation des réfugiés sur certains sites notamment dans la région de Maradi pourrait constituer une menace sérieuse sur la composante écologique notamment les ligneux dont la coupe pour la vente du bois est perçue comme une AGR par ces populations non autochtones</li> <li>• Le partenariat avec les autorités régionales, départementales et locales, et les communautés locales réduisent considérablement ce risque.</li> <li>• Risques climatiques. Pays sahélien par excellence faisant face depuis le début des années 1970 à des crises cycliques alimentaires provoquées par la sécheresse, le Niger connaît d'autres crises naturelles qui ont un impact négatif sur le développement local en particulier. Dans ce cadre, l'approche de mise en œuvre du projet permet de répondre efficacement à toute crise à travers l'application de mesures durables par les populations locales qui améliorent leurs moyens d'existence.</li> </ul> <p><b>Alignement sur les priorités nationales</b></p> <p>Le ProDAF notamment à travers les financements FEM et ASAP reste encore en cohérence avec les politiques et stratégies nationales du nouveau gouvernement issu des récentes élections générales notamment : L'Initiative 3N dont il contribue à la mise en œuvre avec son nouveau plan d'action 2021-2025 à travers notamment la réhabilitation des terres dégradées. A titre d'exemple, au 30/06/2023 le ProDAF a récupéré plus de 31 000 ha des terres dégradées en amont et aval des bassins de production représentant une contribution substantielle aux objectifs de l'Etat en la matière.</p>

**RAPPORT DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET DU FEM**  
**(PROJECT IMPLEMENTATION REPORT (PIR))**  
**Exercice fiscal du FEM 2023 (01 Juillet 2022 - 30 Juin 2023)**

	<p>La Politique Nationale en matière d'Environnement et de Développement Durable dont l'objectif global est d'offrir des conditions générales favorables au développement économique, social et culturel à travers la préservation et la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles et le renforcement des mesures d'adaptation aux effets négatifs du changement climatique afin d'assurer à long terme la sécurité alimentaire des nigériens et d'améliorer leur cadre de vie.</p> <p>Le Cadre Stratégique d'Investissement du Niger en matière de Gestion Durable des Terres (CSIN- GDT) notamment par la mise à l'échelle de bonnes pratiques en matière de gestion durable des terres et des forêts. La Contribution Prévue Déterminée au Niveau National (CPDN) que le pays a soumis à la CCNUCC et qui indique comme ambitions de réduire de 34,6% ses émissions de gaz à effet de serre, soit une réduction de 33 400 GgCO<sub>2</sub>Eq à l'horizon 2030. Actuellement, le ProDAF est à une contribution de 1,8 tCO<sub>2</sub>-e.ha-1.an-1 séquestrés contre 1.4tCO<sub>2</sub>-e. ha-1 prévu à la formulation du programme.</p> <p>Dans la CPDN, le gouvernement a identifié les activités suivantes qui sont susceptibles de réduire les émissions de GES du secteur agricole : la gestion durable des terres ; l'adoption de bonnes pratiques de gestion agricole ; la régénération naturelle assistée (RNA) ; l'agroforesterie ; les systèmes sylvopastoraux ; et la diffusion massive de foyers améliorés, la promotion du gaz domestique et du biogaz.</p> <p>Les engagements internationaux auxquels le Niger a souscrit, en particulier ceux pris dans le cadre de l'Accord de Paris sur le changement climatique dont il fait partie des 183 pays l'ayant ratifié. Dans le cas de cet accord, le Niger a préparé et soumis sa contribution Prévue Déterminée au niveau National (CPDN)</p>
<i>Recommandations pour réduire le niveau de risque</i>	<p>Élaborer les plans de gestion des sites restaurés avant le démarrage des travaux</p> <p>Approfondir le mécanisme de gestion et de pérennisation/durabilité dans les Plans de Gestion des sites restaurés en prenant en compte tous les acteurs notamment les agriculteurs et les éleveurs</p> <p>Renforcer le système de suivi-évaluation du projet en intégrant le suivi des effets des techniques de CES DRS et des formes de RNA et les contributions à la NDC et aux efforts de NDT</p>
<b>Commentaires du FEM OFP</b>	

**RAPPORT DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET DU FEM**  
**(PROJECT IMPLEMENTATION REPORT (PIR))**  
**Exercice fiscal du FEM 2023 (01 Juillet 2022 - 30 Juin 2023)**

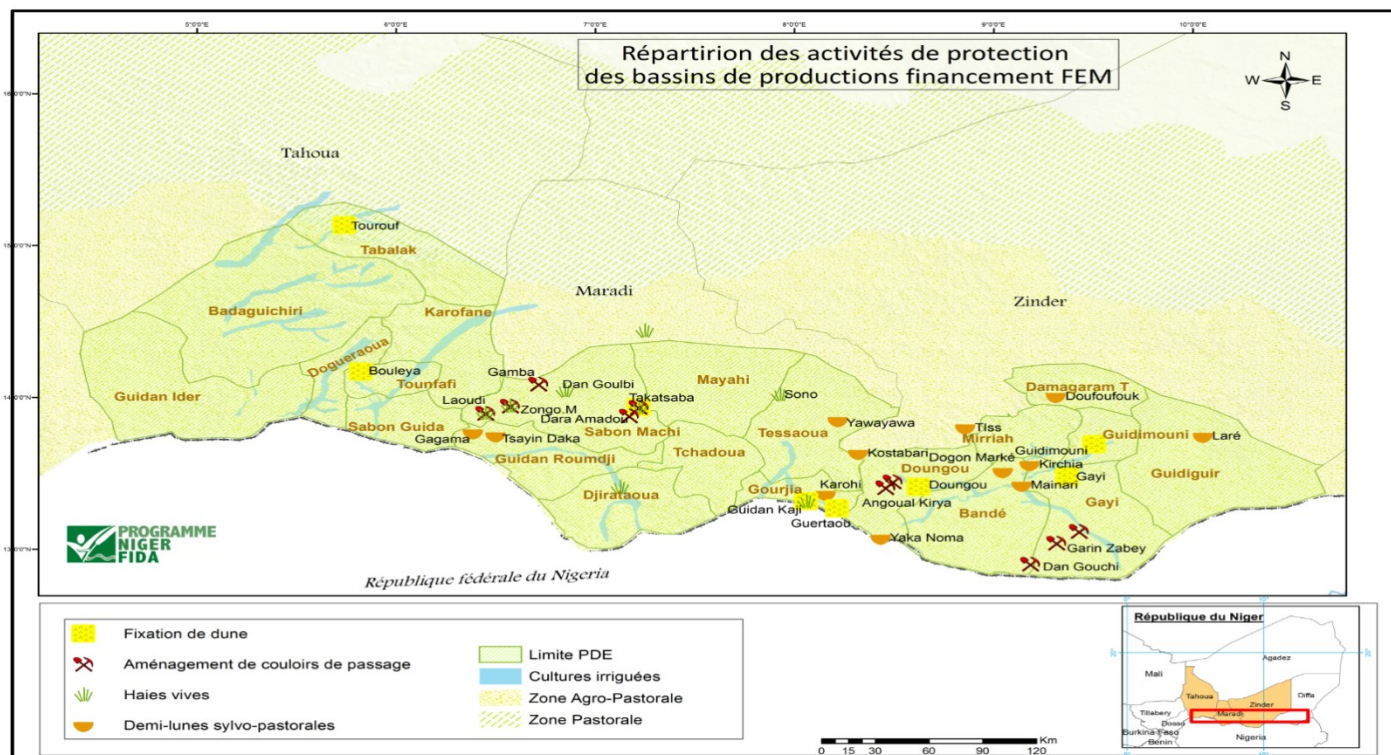
<b>F. MESURE des RESULTATS</b>							
<i>Tels que définis dans le Plan Annuel de Travail (PTA)</i>							
<b>ACTIVITES STRUCTURANTES</b>	<b>osante/ Activités Structurantes/Sous Ac</b>	<b>Unité</b>	<b>Cible Globale</b>	<b>Cumul Cibles réalisées au 31 mai 2023</b>	<b>Taux réalisation cumulé au 31/05:2023</b>	<b>%</b>	<b>Contribution FEM</b>
Activité Structurante (AS) 1 : Aménagement des Bassins Versants (BV)	Récupération des terres dégradées en amont des bassins versants	Ha	10 065	10770	107,0%	22%	2 369
	Traitement des bassins versants contre l'érosion et le ruissellement	Ha	6 474	6727	103,9%		-
	Terres dégradées traitées en partenariat avec le PAM	Ha		7837		22%	1 724
	Fixation des dunes (mares et cuvettes)	Ha	1 466	1680	114,6%	100%	1 680
	Confection de Haies vives	Ha	524	503	96,0%	100%	503
	Aménagements des couloirs de passage et espaces sylvo-pastoraux	Ha	3 989	3837	96,2%	100%	3 837
	Promotion de la régénération naturelle assistée	Ha	195 513	188234	96,3%		-

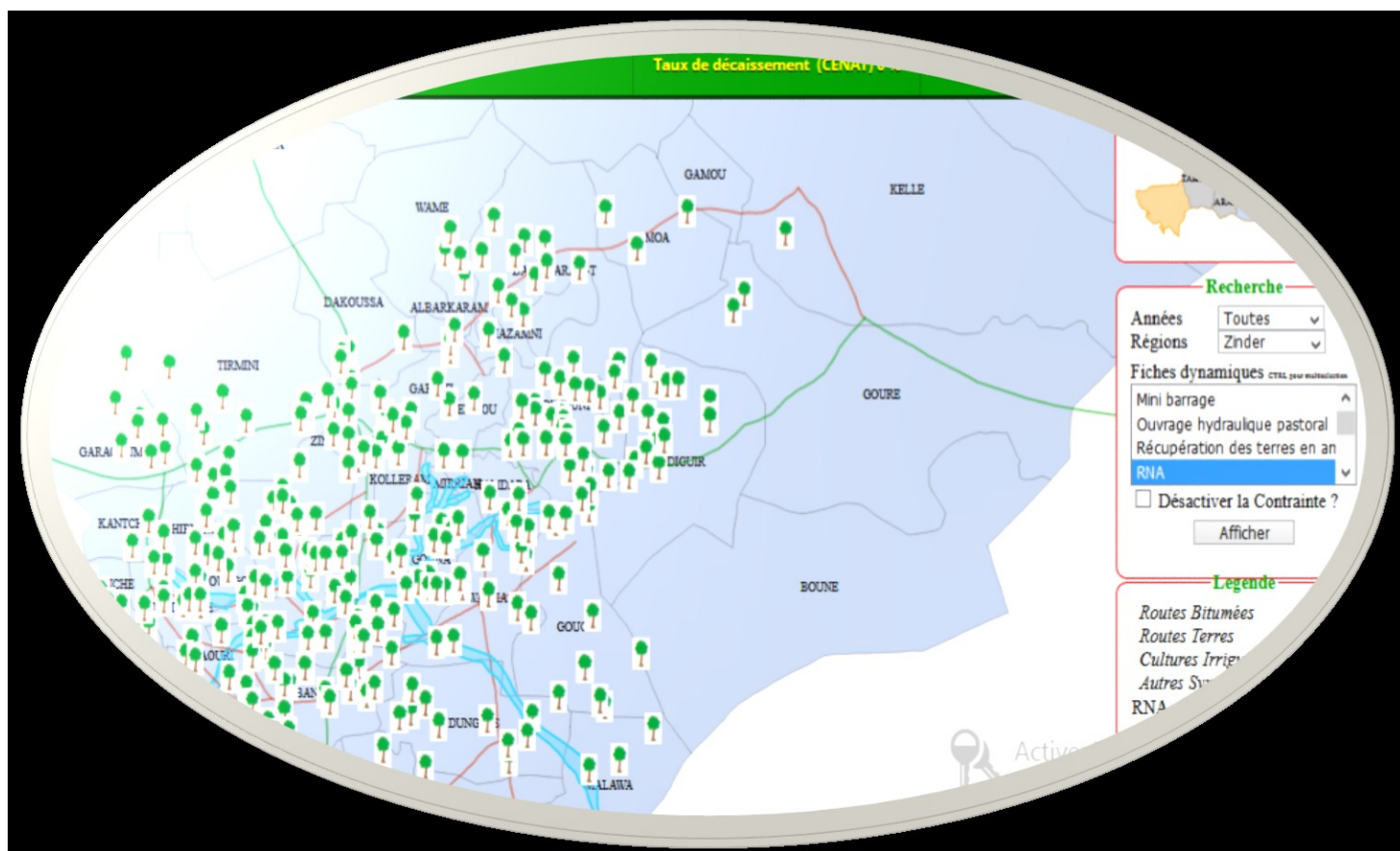
**Seulement pour les projets LDCF et SCCF, veuillez compléter le tableau ci-dessus**

<b>Indicateurs extraits<sup>6</sup></b>	
<b>Nombre total de bénéficiaires directs</b>	309 403 personnes ayant bénéficié d'au moins un service du projet (un bien, une formation, etc.)
<b>Ha de terre/terrain mieux gérée pour résister au changement climatique</b>	188 234 hectares y compris les superficies liées à la Promotion de la régénération naturelle assistée
<b>Nombre d'études de risque et vulnérabilité, et d'autres études scientifiques et techniques pertinentes effectués et mises à jour</b>	
<b>Nombre de personnes entraînée pour identifier, prioriser, mettre en œuvre et/ou évaluer des stratégies et des mesures d'adaptation</b>	48 822 producteurs:trices formés à travers les champs écoles
<b>Nombre d'institutions régionales, nationales et sous/nationales avec des capacités renforcées pour identifier, prioriser, mettre en œuvre, surveiller et/ou évaluer des stratégies et des mesures d'adaptations</b>	18 (4 URGP CENRAT, RECA, 3 opérateurs par régions)
<b>Contribuer à la prise de conscience du public sur des impacts du changement climatique, sa vulnérabilité et son adaptation (cocher si pertinent)</b>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>Élargir l'accès aux services d'informations sur le climat amélioré (cocher si pertinent)</b>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>Élargir l'accès aux informations d'alerte précoce amélioré concernant climat (cocher si pertinent)</b>	<input type="checkbox"/>
<b>Nombre de politique/plan/processus régionales, nationales et sectorielles développées ou renforcées pour identifier, prioriser et intégrer des stratégies et des mesures d'adaptation</b>	La politique sur l'adoption de la RNA Stratégie nationale sur les pôles régionaux de développement
<b>Nombre de plans et processus sous-nationaux développés ou renforcés pour identifier, prioriser et intégrer des stratégies et des mesures d'adaptations</b>	Plusieurs plans de gestion des sites restaurés sont élaborés avec les COGES (ex : 18 plans de gestion des sites restaurés élaborés à Zinder)

<sup>6</sup> Veuillez fournir le total cumulé réalisé depuis le début, si disponible dans le document de mise en œuvre.







## DOCUMENTS

Veuillez envoyer tout document relatif à ce PIR. Les documents envoyés peuvent également inclure tout fichier géospatial ou être liés à des modifications mineures signalées, le cas échéant.

## INFORMATIONS DE LOCALISATION GÉOGRAPHIQUE

Le nom de l'emplacement, la latitude et la longitude sont des champs obligatoires dans la mesure où une agence choisit d'entrer un emplacement de projet sous le format défini. L'identifiant (ID) du nom géographique est requis dans les cas où l'emplacement n'est pas exact, comme dans le cas d'une ville.

Les champs "Lieu" et "Description de l'activité" sont facultatifs. La longitude et la latitude du projet doivent suivre le format Degrés décimaux WGS84 et les Agences sont encouragées à utiliser au moins quatre points décimaux pour une plus grande précision. Les utilisateurs peuvent ajouter autant d'emplacements que nécessaire. Les applications cartographiques Web telles que [OpenStreetMap](https://openstreetmap.org/) ou [GeoNames](https://www.geoNames.org/) utilisent ce format. Envisagez d'utiliser un outil de conversion au besoin, tel que : <https://coordinates-converter.com>. Veuillez consulter le Guide de l'utilisateur du géocodage en cliquant [ici](#).

Nom de l'emplacement	Latitude	Longitude	ID du nom géographique	Description du Lieu	Description de l'activité
Gagama	13.76661	6.45444			Demi-lune pastoral
Karohi	13.59546	8.2719			Demi-lune pastoral
Dan Neino	13.601272	8.134036			Demi-lune pastoral
Yawa-Yawa	13.871326	8.25127			Demi-lune pastoral
Dan Toudou Barmo	13.912928	7.095811			Demi-lune pastoral
Hardo Saley	13.339673	8.0503			Aménagement de couloir pastoral
Tsayin Daka	13.76523	6.534137			Demi-lune pastoral
Kankaren Kaché	13.77163	7.05764		Aire de pâturage	Demi-lune pastoral
Dan Amina	13.908702	7.191411			Aménagement de couloir pastoral
Mainari	13.721895	9.252997			Demi-lune pastoral
Tiss	13.793138	8.870115			Demi-lune agricole
Dogon Marké	13.85826	9.084649			Demi-lune pastoral
Kwatsabari	13.641448	8.274426			Demi-lune agricole
Kirchia	13.920685	9.282537			Demi-lune agricole
Doungou	13.418134	8.623707		Mare	Fixation de dune (cuvette)
Banban Rouwa	13.255282	8.943709		Mare	Fixation de dune (cuvette)
Guidan Kadji	13.33472	8.06909		Mare	Fixation de dune (cuvette)
Toudoun Adarawa	13.903904	5.597263			Demi-lune pastoral. Muret
Takachouar	14.149667	5.916192			Demi-lune pastoral. Muret
Bouleya	14.183027	5.821078			Demi-lune pastoral. Muret
Azarori sédentaire	14.165333	5.909357			Demi-lune pastoral. Muret
Azarori nomade	14.158654	5.944306			Demi-lune pastoral. Muret
Sabara	14.294633	5.452952			Demi-lune pastoral. Muret

**Veuillez fournir toute autre information géo référencée et une carte où se déroulent les interventions du projet si vous en avez.**

### Modifications mineures du PIR

Les modifications mineures sont des changements apportés à la conception ou à la mise en œuvre du projet qui n'ont pas d'impact significatif sur les objectifs ou la portée du projet, comme décrit à l'annexe 9 des directives de politique du cycle de projet et de programme.

Chaque utilisateur sélectionne toute modification mineure apportée à un projet au cours du dernier exercice financier et fournit une description de la modification mineure dans un format narratif approprié dans la zone de texte correspondante. Les utilisateurs peuvent également joindre des pièces justificatives dans le module PIR.

Cochez les cases ci-dessous et expliquez pourquoi vous l'avez cochée.

Modification Mineure	Explication
• <input checked="" type="checkbox"/> <b>Results Framework</b>	Le cadre logique du projet a été revu à la mi-parcours du ProDAF pour tenir compte des fonds disponibles y compris pour le guichet FEM
• <input type="checkbox"/> <b>Components And Cost</b>	
• <input type="checkbox"/> <b>Institutional And Implementation Arrangements</b>	
• <input checked="" type="checkbox"/> <b>Financial Management</b>	Réallocation des fonds pour prendre en charge les dépassements budgétaires sur certaines catégories de dépenses en lien avec les évolutions des coûts unitaires de certaines activités
• <input checked="" type="checkbox"/> <b>Implementation Schedule</b>	Retard de mise en œuvre en lien avec la qualité des entreprises contractantes
• <input type="checkbox"/> <b>Executing Entity</b>	
• <input type="checkbox"/> <b>Executing Entity Category</b>	
• <input type="checkbox"/> <b>Minor Project Objective Change</b>	
• <input type="checkbox"/> <b>Safeguards</b>	
• <input type="checkbox"/> <b>Risk Analysis</b>	
• <input type="checkbox"/> <b>Increase Of GEF Project Financing Up To 5%</b>	
• <input type="checkbox"/> <b>Co Financing</b>	
• <input type="checkbox"/> <b>Location Of Project Activity</b>	
• <input type="checkbox"/> <b>Others</b>	

